

# UN GENERAL DE LA " GUERRE FROIDE "

(Le JOURNAL de Forrestal, publié par Walter Millis)<sup>(\*)</sup>

James Forrestal fut nommé secrétaire à la Marine des Etats-Unis en 1944 et démissionna en mars 1949 alors qu'il était le premier secrétaire à la Défense. Ce livre contient ses notes, lettres, rapports et conversations privées pendant ces cinq années ; il a été habilement mis au point par deux journalistes et légèrement censuré par le ministère de la Défense. Forrestal joua un rôle-clé dans l'élaboration et l'application de la politique de la « guerre froide », particulièrement dans ses aspects militaires. Son journal est extrêmement utile par les aperçus qu'il donne sur les conseils intérieurs où les administrations de Roosevelt et de Truman ont forgé leur politique extérieure et pour les renseignements révélateurs de la mentalité des membres du Cabinet, du Congrès, du Pentagone qui maintenant mènent le jeu en Amérique et s'efforcent de dominer le monde.

Forrestal lui-même est typique des hommes qui occupent les postes de commande dans l'actuelle hiérarchie impérialiste de Washington. Il était un banquier de Wall Street, président de la banque d'affaires Dillon-Read lorsqu'il fut appelé, pour la première fois, au gouvernement par Roosevelt en 1940 afin d'occuper le poste nouvellement créé de sous-secrétaire à la Marine. Comme l'indiquent plusieurs notes de son journal, il aborda tous les problèmes, extérieurs et intérieurs, militaires et civils, du point de vue des ploutocrates américains. Sans sympathie pour les masses travailleuses ni compréhension des motifs de leurs luttes, il fonctionna comme un comptable ayant une machine à calculer dans la tête, et poursuivant la réalisation des plans de la classe dirigeante aux U.S.A. Cela ne l'empêcha pas de recouvrir les buts les plus déprédateurs et belliqueux d'un vernis d'altruisme et de pacifisme.

Forrestal fut un des principaux pionniers de cette sinistre clique de personnalités militaires et de représentants des affaires et des banques qui dicte la

politique nationale et administre directement les affaires de l'Etat sous Truman. L'article principal de son credo social était la remise du monde et de son salut à l'homme d'affaires américain. Il exposa sa philosophie à une réunion du Cabinet, le 7 mars 1947, au moment où Truman et ses collègues allaient lancer la guerre froide : « J'ai dit qu'il faudrait tous les talents et tous les cerveaux du pays, comme on en avait eu besoin pendant la guerre, et que toutes ces capacités et talents devaient être rassemblés en une seule équipe. Par ces mots je voulais dire que nous devrions nous tourner vers le capital si ce dont nous parlons renferme en réalité l'espoir des gens dans les pays appauvris de façon qu'ils puissent à nouveau gagner leur vie ; et le moyen de leur assurer l'existence devra leur être assuré par le Capital. Le gouvernement seul ne peut faire ce travail, et le capital seul ne peut le faire à moins d'avoir l'appui total du gouvernement à la fois à l'intérieur et à l'extérieur ; et ces mots veulent dire la levée des restrictions et des ennuis mangeurs de temps aussi nombreux que possible afin que les hommes d'affaires aient le temps de se consacrer au vrai problème. »

Naturellement, Forrestal était hostile aux syndicats et insista auprès de Truman pour qu'il promulgue la loi Taft-Hartley. Il fut également hostile au gouvernement travailliste britannique et à ses nationalisations. Il nota avec approbation en août 1947 que son collègue banquier Averell Harriman, aujourd'hui président du Conseil nord-atlantique, objecta de « souscrire à la stabilité d'un gouvernement dont les objectifs semblent se déplacer davantage vers la gauche... »

Ce Journal fournit plusieurs indications significatives sur le conservatisme des dirigeants de la bureaucratie ouvrière des deux côtés de l'Atlantique, et leur insouciance du bien-être des ouvriers. Il fait part d'une réunion qui eut lieu en 1944 avec une demi-douzaine de dirigeants syndicaux américains, comprenant William Green et Philip Murray, sur un projet de service militaire obligatoire. « La réaction des chefs ouvriers

(\*) Viking Press, New-York 1951.